

INFLUENCE DE LA FRANCE PAR LE CATHOLICISME.
CORRESPONDANCE DU LEVANT.

29 septembre 1845.

Depuis longtemps je réfléchis sur une question très-importante, et sur laquelle on a dit bien des choses, mais qui dans la pratique est encore bien peu avancée. Je veux dire l'influence de la France par le catholicisme. J'ai douté un instant si je devais ainsi poser la question, et je me suis décidé à la poser en ces termes pour les raisons que je vais expliquer. Je dis l'influence, et je pourrais dire la gloire de la France par le catholicisme; mais on verrait dans cette expression de l'exagération et de l'enthousiasme; et il faut éviter de compromettre une question en l'énonçant. Mais, me direz-vous, est-ce que vous vous occupez de l'influence de la France? Oubliez-vous donc que votre but est la gloire et le triomphe de l'Eglise, et non l'influence ou le triomphe de votre nation? Nous n'oublions pas cela; au contraire, c'est notre unique but, et voici comment: les missionnaires travaillent à la propagation de la foi: ils combattent pour l'Eglise; ils prêchent l'Evangile, et ils consomment leur vie à le faire pratiquer. Cependant, tout le monde avoue que le concours de la France, et l'appui que son gouvernement prête aux missionnaires, fortifie leur action, et rend leur ministère bien plus fructueux; donc un concours plus universel et plus vigilant, un appui plus fort et plus direct augmenteraient en proportion les succès de notre ministère; donc nous obtiendrions plus efficacement le progrès, le triomphe de l'Eglise, qui sont le but auquel nous aspirons.

Mais comment faire entrer le gouvernement français plus franchement et plus énergiquement dans cette voie, et l'engager à développer son concours à nos œuvres? Ne peut-il pas nous dire que c'est-là exclusivement notre mission et non la sienne? Et naturellement se croit-il appelé à autre chose qu'à gouverner sagement l'Etat, à se faire respecter au-dehors, à établir avec les autres nations des relations matériellement avantageuses à la France, et à les maintenir? C'est-là son but; et le nôtre lui semblera certainement toujours de surrogation pour lui. Il faut donc avec lui changer la question, et lui dire: que l'instrument de son influence chez tous les peuples est l'appui du catholicisme; que c'est-là le moyen principal et infaillible de faire respecter partout le nom de la France, de faire accueillir les conseils et la direction de son gouvernement, d'accoutumer les peuples à sa politique; et d'obtenir chez eux cet ascendant libre, et cette autorité morale et toute de bienveillance qu'il désire exercer.

N'allez pas, au nom du gouvernement, nous faire objection, et prétendre que nous manquons de sincérité, en l'engageant à un moyen d'influence dont nous réservons les avantages pour l'Eglise. Non, notre sincérité ne peut être soupçonnée, d'abord parce que l'influence de la France par le catholicisme sera, nous en sommes profondément convaincus, très-réelle, très-grande et durable: ce qui doit suffire pour elle. Il est évident pour nous, en effet, que la France a tout à gagner en appuyant une Société qui est de sa nature indéfectible, et que plus elle s'identifiera à l'Eglise, plus elle participera à sa force, à sa durée et à sa vie. En second lieu, nous sommes sincères, parce que, comme Français, nous sommes loin de comprimer les sentiments de patriotisme qui doivent nous animer, et que nous sommes singulièrement charmés de la perspective de la brillante position que notre nation peut se faire par le catholicisme. Après le vœu de voir l'Evangile triompher partout, le plus intime et le plus ardent de notre ame est de voir notre pays respecté et béni par tous les peuples; et s'il porte ou s'il conserve à tous le plus grand des trésors, la Religion qui les rend tous heureux, après la joie d'être chrétiens, notre plus grande est celle d'être enfans de la France. Comme chrétiens, et surtout comme missionnaires, nous aimons à voir concourir toutes les forces, toutes les puissances au progrès de la foi catholique; et comme Français, nous désirons ardemment que notre chère patrie assume la gloire de primer dans cette voie, et que notre gouvernement reçoive, comme juste récompense, l'affection spontanée de la reconnaissance des peuples qui réellement lui devront le plus grand des bienfaits, la connaissance de la vérité. La question ainsi posée, je vous soumet les réflexions suivantes, dont vous ferez l'usage que vous jugerez convenable.

Notre gouvernement adopterait volontiers le système d'un concours très-actif à l'action du catholicisme, s'il était convaincu, 1^o qu'il ne froisse pas les autres gouvernements européens au point de se créer des difficultés sérieuses; 2^o qu'il jouit partout d'une sympathie qui favorise son action; 3^o qu'il réalisera par ce moyen, dans un sens, l'idée de la monarchie univer-

selle dont la France seia le centre quant aux moyens humains (Rome l'étant toujours au spirituel), idée qui, sous tout autre rapport, est une pure chimère, or, trois choses sont certaines; ce que je vais essayer de prouver.

En premier lieu, je dis que la France peut aider l'action du catholicisme, même ostensiblement, sans se compromettre auprès des autres nations de l'Europe. Ceci n'a besoin d'être prouvé qu'à l'égard de l'Angleterre et de la Russie; car les autres ne s'occupent guère que de ce qui se passe chez elles; de plus le gouvernement s'offenserait avec raison qu'on lui supposât d'autres puissances rivales et capables d'arrêter sa marche et de détourner ses plans. Or, l'Angleterre et la Russie consentiraient toujours, sinon volontairement, du moins par nécessité, à voir la France propager le catholicisme, soit parce qu'elle l'a protégé jusqu'ici, et que ce qu'elle a déjà fait la met en possession du droit de faire davantage, soit parce que ces deux puissances n'auraient que des moyens tyranniques et violens pour empêcher l'action du gouvernement français: et il n'est pas à craindre qu'elles en vinssent là, si la France parlait haut et ferme. D'ailleurs l'Angleterre laissera toujours faire en religion tout ce que l'on voudra, pourvu que l'on accueille ses produits, parce qu'elle est indifférente à tout autre intérêt; et la Russie aurait bien mauvaise grâce de réclamer contre une politique douce et bienveillante en faveur du catholicisme, elle qui en emploie une très-vexante; injuste et tyrannique pour étendre son schisme et la domination religieuse de son souverain à l'ombre du saint synode. Ajoutons que cette tendance russe ne peut être arrêtée que par la France, et que les plus grands malheurs nous sont réservés, si notre gouvernement n'oppose une digue à ce torrent, qui n'a déjà causé que trop de ravages dans la malheureuse Pologne, en Géorgie et en bien d'autres provinces. Voilà sans doute pour la France le plus grand motif de se présenter partout, pour y fortifier et y faire vivre le catholicisme. Car supposez pour un moment que le czar de Russie vienne à bout de ses projets; supposez qu'il centralise à Saint-Petersbourg, dans le synode dont il est le chef, la juridiction sur les chrétiens d'Orient, comme il l'a fait pour tous ses Etats, et ce qu'il s'efforce de faire pour la Pologne, par toute sorte de moyens; que devient cet équilibre européen que l'on cherche à maintenir depuis plusieurs années? Le colosse n'aura dès lors plus de rival. Déjà il a acheté des consciences grecques et arméniennes par millions. Rien ne lui coûte, pourvu qu'il atteigne son but; et tout moyen lui est bon, pourvu que son plan se développe. Son génie absolu et son despotisme religieux vont dominer la moitié de l'Europe; et dans cet état de choses, quelle position et quel avenir pour l'autre moitié? Mettez encore sur les bras de cette dernière les populations asiatiques que l'autocrate travaille à séduire avec une persévérance que rien ne rebute. Quel ennemi que celui qui a pu persuader à plusieurs qu'il est un autre sauveur des chrétiens, si cette funeste croyance gagne encore du terrain? Car tel est le caractère que les simples ont été induits à lui attribuer depuis qu'il persécute les catholiques, qu'il moleste les Turcs et qu'il combat les Circassiens et les Tartares. Voyons ce qu'il osera lorsqu'il aura propagé à son gré sa suprématie, et qu'il aura gagné des consciences en nombre suffisant pour lui laisser croire qu'il n'a plus d'égard. Alors il ne s'agira plus pour la France d'étendre au loin son influence, mais de se préserver elle-même de l'agression du despote, lequel elle aura laissé cumuler tous les moyens de nuire et d'envahir. Il s'agit de l'arrêter avant qu'il ait enlacé dans ses vastes réseaux la moitié de l'univers.

Cette trêve sourde, mais constante et persévérante du czar, est connue de tout le monde. Elle a été signalée à la France. Tout le Levant en voit agir les ressorts, et il en est épouvanté. La France a d'autres préoccupations; mais notre gouvernement, qui a l'œil ouvert au-dehors comme au-dedans, et qui assurément a connaissance du fait, pourrait concevoir pour l'avenir des craintes malheureusement trop fondées. Ne nous trompons pas sur l'attitude du Russe: il admire la France comme nation civilisée; comme grande puissance, il a ses raisons pour la craindre et pour la ménager; mais comme telle, il veut s'appliquer à lui créer des obstacles, il prépare ses moyens de défense et plus tard d'attaque, pour le temps où il croira pouvoir tout oser. Mais il est temps encore de déjouer ses projets, n'ayant pu jusqu'ici, malgré ses tentatives, se concilier la confiance, et la sympathie des peuples. Ceux qu'il a gagnés par promesses ou autrement, peuvent encore se compter. Les masses repoussent sa politique, parce qu'elle est évidemment tyrannique. Le Knout et la Sibérie viennent fort à propos faire contre-poids aux adulations moscovites. Ces deux fantômes trop réels éteignent